



## Déclaration liminaire CTL du 25 mars 2021

**Monsieur le Président,**

La pandémie du Covid fait toujours rage, le Jura, s'il ne fait pas partie des 16 départements reconfinés, n'est pas dans une situation sanitaire rassurante si l'on en croit le Préfet.

En cette période où des possibilités de télétravail importantes ont été dégagées et où des agents sont fermement invités à y recourir-, que fait l'administration pour les accompagner?

Au-delà de l'isolement contraint, que fait la DDFiP du Jura pour soutenir ses agents ?

Un soutien à l'accès à la vaccination est-il prévu au niveau local, notamment en favorisant la prise de rendez-vous pour les agents en situation de fragilité de la DDFiP ?

La vaccination est l'une des clés de la sortie de crise, la DDFiP, au vu du nombre de ses agents en contact avec le public doit prendre ses responsabilités dans ce domaine

De plus, après une campagne IR en 2020 extrêmement pénible, les collègues vont-ils bénéficier d'un cadre de protection renforcé en 2021 ou devront-ils aller en première ligne pour la gloire du service public ?

Un autre point essentiel est celui du fonds de solidarité : si la solidarité nationale est présente pour défendre les professionnels, que dire de l'incohérence existant sur le contrôle de l'argent public, et l'absence d'harmonisation du point de vue de la DG ?

Entre effets d'aubaine pour certains, fraudes pour d'autres, et recouvrement a posteriori qu'il sera très difficile d'effectuer, la preuve est faite que les robots et l'automatisation ne peuvent remplacer l'humain dans la tâche si subtile du contrôle.

Le progrès informatique doit être un outil au service de l'État, pas une fin.

Enfin, mais nous aurons l'occasion d'y revenir plus longuement par la suite, les centres tels que le centre de contact des professionnels posent question : en période de pandémie, on crée des services généralistes avec des open-spaces (et des plexiglas), et des travaux terminés sur le fil qui ne laisseront guère le temps à une réflexion sur l'aspect sanitaire.

Même les horaires de fonctionnement ne sont pas encore prévus, 5 mois avant l'ouverture.

Etant donné que gouverner, c'est prévoir, rassurez-nous, Monsieur le Président, pour ce centre de contact, un plan B est bien prévu si la situation sanitaire est la même en septembre ou si les travaux ne sont pas terminés ?